

Actualité, rien de bien nouveau (30 novembre 2010)

Avec l'approche des fêtes il est courant de voir l'œil des badauds attiré par d'anciennes histoires simplement agrémentées d'un nouvel emballage.

En ce mois de novembre, dans le domaine nucléaire, deux anciennes sagas ont ressurgi dans les échos, les écrans ou les blogs qui inondent le net :

- Le renvoi à Gorleben (Basse Saxe) des déchets issus du retraitement des combustibles nucléaires allemands à La Hague ; et
- La tentative d'ouverture du capital d'Areva.

Pour ce qui est des déchets, point de nouveauté, il s'agit du 11^{ème} envoi, le premier remontant à 1996. Il ne fallait donc guère attendre d'Areva qu'elle alimente la presse d'autant que celle-ci est très bien informée du contexte commercial et des conditions techniques comme l'ont montré les grands quotidiens nationaux dans des articles très correctement documentés. Ceci étant, il était bien difficile à la presse *sérieuse* d'être audible tant le ramdam des mouvements anti-nucléaires a été grandiose.

En effet les anti-nucléaires ont, cette fois, fait très fort dans le déferlement de bobards grossiers ayant pour but de réveiller la conscience et les peurs d'un public souvent prêt à croire des sornettes. Ils n'ont pas hésité à s'enchaîner sur les voies à seule fin de retarder le transport et de faire durer le festival médiatique.

Bien peu de gens, en France, ont compris que la cible de ces manifestations était la chancelière allemande et son gouvernement qui tentent depuis quelques mois de reporter d'une douzaine d'années l'arrêt définitif de la plupart des centrales nucléaires allemandes : la dangerosité du « train de l'enfer » ou de ce « Tchernobyl sur rail » n'était pas le moins du monde en cause.

Toujours est-il que la mobilisation des anti-nucléaires contre le gouvernement allemand a réussi : l'opposition (SPD et les Verts) sort renforcée de l'épreuve alors que la grande majorité de la population allemande n'a pas encore compris que, pendant au moins les 15 prochaines années, la lutte contre les rejets de gaz à effet de serre interdit tout arrêt prématuré des centrales nucléaires.

Quoi qu'il en soit ce 11^{ème} transport n'étant pas le dernier, espérons que les prochains se dérouleront dans une plus grande sérénité, à l'instar de ce qui se passe pour les transports analogues à destination de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Suisse.

Avec l'ouverture du capital d'Areva, c'est bien sûr de tout autre chose qu'il s'agit : l'Etat, propriétaire à plus de 90% du Groupe, n'a pas les moyens d'en assurer le développement et cherche tout naturellement à céder une partie du capital pour permettre le financement des très lourds investissements du Groupe.

L'idée n'est pas nouvelle : déjà en 1995, pour Cogema, et en 1999, pour Framatome, de premières démarches avaient été entreprises à l'instigation ou avec l'approbation des gouvernements de l'époque qui se ravisèrent peu après. Puis après la fusion de CEA Industrie, Framatome et Cogema en une seule entité (Areva, créée en septembre 2001)

l'idée était relancée en 2003. Rapidement ce projet a été repoussé à plusieurs reprises, les opérations de privatisations de GDF et d'EDF ayant été jugées prioritaires.

Les besoins de financement du Groupe augmentant le gouvernement, plutôt qu'une mise en bourse d'une partie du capital, demandait en juin 2009 à Areva de rechercher des partenaires étrangers et de vendre un certain nombre d'actifs.

L'opération, aujourd'hui, est loin d'être conclue : certaines cessions n'ont pas encore pu être finalisées en raison notamment de leur caractère stratégique et aucun accord avec les partenaires étrangers n'a été entériné. De très gros handicaps restent donc à surmonter, indépendamment de la très difficile question de la valorisation d'un Groupe comme Areva dont la cohérence globale est encore discutée par des personnes de poids.

Bref jugée souhaitable il y a déjà plus de 10 ans, considérée comme nécessaire il y a 7 ans et reconnue comme indispensable il y a 18 mois cette opération reste toujours en instance.

Elle n'a pu être différée jusqu'à aujourd'hui que grâce notamment à la cession de la Branche T&D et de quelques autres actifs ainsi que par la mise en place d'importants partenariats, par exemple dans le secteur des mines ou de l'enrichissement.

Cette situation, absolument désolante, est la résultante de multiples avatars attribuables à tous les présidents, premiers ministres et ministres en charge au cours des 10 ou 15 dernières années.

Ces derniers mois, elle est également due pour partie à l'idée bizarre d'étudier la faisabilité d'une entrée d'EDF au capital d'Areva ainsi qu'à certaines interférences comme celles d'Alstom et d'EDF opposés à l'entrée de Mitsubishi (MHI) au capital alors que MHI est un partenaire déjà ancien d'Areva et tout à fait essentiel (forgeage de lingots creux de 450t et conception du réacteur ATMEA en complément indispensable de l'EPR pour répondre à une très grande part des besoins du marché mondial).

Dans un tel contexte, il ne faut guère être surpris de voir les titres de la grande presse : *La confusion continue chez Areva* (Libération), *Les piètres agissements de l'Etat actionnaire dans le dossier Areva* (Le Monde), *Réétudier l'introduction en Bourse* (Les Echos), *L'Etat fait-volte face* (Le Figaro) etc ...et que finalement la décision soit reportée aux beaux jours.

Tout cela est bien triste. Heureusement que le Groupe Areva était solide et pouvait se permettre d'attendre ! Mais les investissements nécessaires sont très lourds, en France comme à l'étranger : travaux miniers, construction d'usines (enrichissement et fabrication de combustibles notamment), conception de nouveaux réacteurs et obtention des autorisations de sûreté en France, en Finlande, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Inde, en Italie par exemple.

Espérons que le Groupe Areva n'aura plus à attendre trop longtemps et ne sera pas trop contraint de recourir à des expédients. Souhaitons que la voie qui sera finalement retenue ne soit pas trop étriquée et permette un avenir international heureux.

Bernard Lenail